



Conseil économique et social

Distr. générale
22 mai 2012
Français
Original :

Session de fond de 2012

New York, 2-27 juillet 2012

Débat de haut niveau : examen ministériel annuel

Déclaration présentée par l'Alliance coopérative internationale, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social

Le Secrétaire général a reçu la déclaration qui suit, distribuée conformément aux paragraphes 30 et 31 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.



Déclaration

L'alliance coopérative internationale est une association qui représente des coopératives dans 100 pays et près d'un milliard de citoyens dans le monde.

Elle est persuadée qu'en cherchant à promouvoir l'emploi et à éliminer la pauvreté, il est crucial d'utiliser des coopératives et des modèles d'entreprises basés sur des valeurs en tant que partie intégrante de tout processus de planification du développement. Les coopératives sont des associations autonomes de personnes qui s'unissent volontairement en vue de répondre à des besoins et aspirations économiques, sociaux et culturels communs par des entreprises qui sont propriété commune et gérées de manière démocratique.

Les coopératives sont généralement classées de deux manières – par type et par secteur : la consommation et la production étant les deux principaux types. Chaque type peut avoir des catégories subsidiaires et certains présentent des éléments des deux types. Toutefois, indépendamment de leur forme, leurs sept principes fondamentaux demeurent les mêmes : participation volontaire et ouverte; gouvernance démocratique exercée par les membres; participation économique des membres; autonomie et indépendance; inclusion de l'éducation, de la formation et de l'information; coopération entre coopératives; et, enfin, prise en compte des intérêts de la communauté.

Créé au XIX^e siècle, ce modèle d'entreprise basé sur des valeurs a manifesté à maintes reprises sa capacité à créer des emplois, à la fois dans les zones rurales et urbaines, et son aptitude à surmonter les vicissitudes de l'instabilité financière dans les pays, tout en apportant un soutien financier dans des domaines que d'autres institutions financières rejettent comme n'étant pas viables. Les mutuelles de crédit ou les banques et coopératives de crédit sont souvent les seules entités disposées et à même de fournir des services dans les régions extrêmement pauvres ou troublées. Très souvent, des prêts accordés par des coopératives ont été le seul moyen de permettre à de petites entreprises de démarrer ou de progresser. Des coopératives agricoles ont permis à des cultivateurs en difficulté de se positionner sur les marchés pour vendre leurs produits, acheter du matériel et rester compétitifs. À lui seul, un agriculteur pauvre n'a guère d'espoir, mais en créant avec d'autres qui ont des besoins analogues une coopérative, la force du nombre lui assure un avenir.

Le modèle coopératif est si important de par ses valeurs et ses succès, que l'Assemblée générale a proclamé l'année en cours Année internationale des coopératives. Il est approprié qu'à mesure qu'elle avance, l'Année englobe le grand débat du Conseil économique et social sur la promotion de l'emploi. L'Année internationale des coopératives et l'ordre du jour du Conseil se partagent bon nombre de priorités. En fait, c'est le Secrétaire général qui a fait observer, à l'occasion de l'adoption de la résolution portant création de l'Année internationale, que l'existence des coopératives montrait à la communauté internationale qu'il était possible de poursuivre à la fois la viabilité économique et la responsabilité sociale.

Comme le signale le paragraphe 20 du rapport du Secrétaire général (A/64/132) sur les coopératives et le développement social, les coopératives agricoles aident dans la commercialisation des produits agricoles et dans la facilitation de l'accès des agriculteurs aux marchés, et que quelque 50 % de la production agricole mondiale étaient écoulés par le truchement de coopératives. Par exemple, alors que 57 % des personnes âgées de plus de 10 ans au Mozambique

travaillent dans l'agriculture et dans l'élevage, il y a très peu d'exploitations de taille moyenne; 99 % des exploitations sont petites. Depuis 2002, le pourcentage des exploitations de plus de 3 ha a en fait baissé. Travaillant par le truchement de l'Association nationale des entreprises coopératives et de la Ligue des coopératives des États-Unis d'Amérique, qui créent et renforcent les coopératives et d'autres formes d'entreprises collectives en apportant une assistance technique et en donnant une formation, le Mozambique a sélectionné une vingtaine de petits agriculteurs. Ils sont aidés à accroître leur production et à devenir des exploitations réussies de taille moyenne, le but étant de créer un programme solide pour le développement agricole ultérieur.

Au Timor-Leste, il y a 17 ans, on a commencé un projet destiné à améliorer quatre chaînes de valeur : café, épices, bœuf et bois d'œuvre. En 2002, l'Association nationale des coopératives et la Ligue des coopératives des États-Unis d'Amérique avaient aidé à créer la coopérative Café Timor en vue d'améliorer la production et la commercialisation du café. 2005, Starbucks a commencé à acheter toute la production de Café Timor. Du fait de cette relation, Café Timor est devenu plus grand fournisseur de café écoulé à des conditions équitables. En outre, au moins neuf dispensaires de soins communautaires au Timor-Leste ont été créés grâce au succès du programme de Café Timor. Le Gouvernement ne les finance pas, mais ils collaborent avec lui aux fins de l'exécution de programmes de santé publique et de la diffusion d'informations sanitaires, entre autres sur la tuberculose.

Dans son rapport, le Secrétaire général présente également des observations sur la situation financière dans le monde en développement, déclarant qu'à l'échelle mondiale, des coopératives financières de toute nature servent quelque 857 millions de personnes ou 13 % de la population mondiale (par. 31), et que « les coopératives financières sont le plus grand fournisseur de services de microfinancement aux pauvres » (par. 33).

Très souvent, les coopératives sont également des instruments de la paix aussi bien que de la prospérité. Par exemple une coopérative afghane qui fabrique des produits de soins de la peau représente une alternative au commerce de l'opium, et des hommes et des femmes de divers tribus et groupes ethniques collaborent dans des conditions d'égalité. Dans la région irakienne d'Abu Ghraib, une coopérative aide les agriculteurs à progresser après des années de guerre. En Afrique du Sud, grâce à l'établissement d'une coopérative, une zone rurale dispose d'un système de télécommunications – une priorité pour le pays après la fin de l'apartheid.

Sur cette toile de fond, l'organisation déclare respectueusement que les délibérations sur la manière de faire avancer les objectifs du développement durable et de promouvoir l'emploi devraient accorder une attention accrue au modèle coopératif. En outre, elle affirme son ferme soutien à l'instauration d'une ambiance réglementaire, législative et politique qui facilite la création et l'extension du modèle coopératif.

Par sa résolution 64/133, faisant de 2012 l'Année internationale des coopératives, l'Assemblée générale appelle l'attention des États Membres sur les nouvelles mesures recommandées par le Secrétaire général dans son rapport pour promouvoir l'essor des coopératives en tant qu'entreprises commerciales et sociales capables de contribuer au développement durable, à l'élimination de la pauvreté et à la création de moyens de subsistance dans divers secteurs économiques, en milieu

rural aussi bien qu'urbain, et pour favoriser la création de coopératives dans des domaines nouveaux ou émergents.

Par conséquent, au moment où les dirigeants de la session du Conseil économique et social mettent au point le texte final de la déclaration ministérielle, le soutien apporté aux entreprises coopératives devrait faire partie des orientations données par les États Membres.
